



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BORDELAISE DE MATERIAUX ENROBES (BME)

Avenue Aristide Bergès
Parc d'activité de la Jacquotte
33270 Floirac

Références : 26-0133
Code AIOT : 0005200768

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement BORDELAISE DE MATERIAUX ENROBES (BME) implanté Avenue Aristide Bergès Parc d'activité de la Jacquotte 33270 Floirac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée suite à une plainte datée du 17 janvier déposée par un riverain. Ce signalement fait part de nuisances olfactives importantes provenant du site BME. L'inspection a eu pour objectif de déterminer avec l'exploitant les causes de ces nuisances et de contrôler certaines dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur du site, notamment les horaires de fonctionnement du site et le respect des valeurs limites (VLE) des émissions polluantes dans l'atmosphère.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORDELAISE DE MATERIAUX ENROBES (BME)
- Avenue Aristide Bergès Parc d'activité de la Jacquotte 33270 Floirac
- Code AIOT : 0005200768
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bordelaise de Matériaux Enrobés (BME) exploite une centrale d'enrobage fixe sur son site de Floirac.

La centrale d'enrobage est autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 2016. A ce jour, le site relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) suivantes :

- sous le régime de l'enregistrement, les rubriques 2521.1 (enrobage à chaud), 2515 (installations de concassage, criblage...) et 2517 (transit de produits minéraux) ;
- sous le régime de la déclaration, les rubriques 2640.2 (emploi de colorants), 2915 (procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles) et 4801 (stockage de matières bitumineuses).

Dans le cadre d'un projet de modernisation de l'outil de production, un arrêté préfectoral complémentaire a été établi le 31 mai 2024. Ce projet n'a pas encore été mis en œuvre à ce jour.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Équipement sous pression
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 1.2.3 modifié & 2.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 3.1.3, 3.1.1 & 3.2.3	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 8.6.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Confinement	Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 4.3.4.1 & 8.5.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
6	Effluent aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 4.3.3, 4.4.4, 4.4.9 & 10.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
7	Points de rejet	AP Complémentaire du 31/05/2024, article 2.5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 3.2.3, 3.2.4 & 10.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a pris en considération les nuisances olfactives générées par son site. Un registre de recensement des plaintes est en cours de mise en place et doit être communiqué afin de permettre à l'exploitant de recueillir les informations nécessaires pour analyser l'origine potentielle des odeurs. L'inspection des installations classées prévoit en parallèle de solliciter la réalisation d'une étude Odeurs.

Concernant le respect des prescriptions du site, il a été constaté que les émissions des installations respectent les valeurs limites d'émissions (VLE) pour les polluants réglementés dans l'atmosphère. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il a pour obligation d'informer l'inspection des installations classées et la mairie en cas de fonctionnement en dehors des horaires de fonctionnement autorisés (6h-18h en semaine). Par ailleurs, malgré la phase chantier constatée qui se tient en parallèle de l'exploitation du site, il a également été rappelé que l'autosurveillance et l'entretien des installations restaient en vigueur.

L'inspection a fait l'objet de diverses demandes, détaillées dans les points de contrôle du rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 1.2.3 modifié & 2.2
Thème(s) : Situation administrative, modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.2.3 de l'AP du 20 juin 2016, modifié par l'article 2.1 de l'APC du 31 mai 2024</u> La centrale d'enrobage est principalement constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 cuves de 60 m³ de bitume (bitume modifié et d'émulsion de bitume), • <i>[une chaudière de 750 kW alimentée au gaz] AP du 28 juin 2016</i> • un stockage de granulats, d'agregats d'enrobés et de fillers, • un tambour sécheur équipé d'un brûleur gaz, • un malaxeur en aval du tambour sécheur, • un dépoussiéreur à manches, • un silo pour les colorants de 50 m³ et de deux silos de fillers de 50 m³ chacun - <i>ajout par l'APC,</i> • une cuve de 5 m³ de GNR permettant l'alimentation de la chargeuse <i>[10 000 litres dans l'AP du 28 juin 2016].</i> <p><u>Article 1.1 de l'APC du 31 mai 2024</u></p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent dès la mise en service des installations qui sont décrites dans le porter à connaissance du 15 mars 2024, dans le cadre notamment de la modernisation de l'outil de production.</p> <p><u>Article 3.1 de l'APC du 31 mai 2024</u> L'exploitant procède à la déclaration de la cessation d'activité de la chaudière au gaz naturel et du fluide caloporteur conformément à l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.</p> <p><u>Article 2.2 de l'AP du 20 juin 2016</u> En fonctionnement normal, les horaires d'ouverture des différentes installations de l'établissement sont compris dans une plage allant de 6h à 18h, du lundi au vendredi inclus, hors jours férié. Tout fonctionnement sur la période de 22h à 6h, ainsi que les jours fériés est strictement interdit, sauf cas exceptionnels de production découlant d'impératifs mentionnés dans les marchés. L'utilisation des installations en dehors des plages horaires de fonctionnement normal doit faire</p>

l'objet d'une information préalable du maire et de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>En 2024, la société BME a informé l'administration d'un projet de renouvellement de ses installations sur le site de Floirac, donnant lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024, modifié le 5 aout 2025.</p> <p>Au jour de l'inspection, aucune installation du site n'avait encore été modifiée. Le remplacement du parc à liants et du système de traitement des odeurs associé a été annoncé pour fin avril 2026, ainsi que la finalisation de la gestion des eaux pluviales du site. Le remplacement de l'unité de production est quant à lui annoncé pour 2027-2028.</p> <p>La cessation d'activité de la chaudière au gaz naturel et du fluide caloporteur sera à notifier à la mise en service du nouveau parc à liants, annoncé pour fin avril 2026.</p> <p>Par ailleurs, la présente inspection a permis de relever que la centrale d'enrobage fonctionne globalement de 6h30 à 16h, pour une plage autorisée de 6h à 18h en semaine. Il a également été relevé que des fonctionnements ponctuels peuvent avoir lieu la nuit afin d'alimenter des chantiers spécifiques ; les derniers fonctionnement nocturnes datent de janvier 2026 (les 12, 14 et 15), sans avoir fait l'objet d'information préalable du maire et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan sur 2025 des périodes de fonctionnement en dehors des horaires autorisés.</p> <p>A compter de ce jour, il prend les dispositions nécessaire pour informer préalablement le maire et l'inspection des installations classées de toute utilisation des installations en dehors des plages horaires de fonctionnement normal en justifiant le caractère exceptionnel de production découlant d'impératifs mentionnés dans les marchés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 3.2.3, 3.2.4 & 10.2.1						
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques						
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.4 de l'AP du 20 juin 2016</p> <p>[...] Centrale d'enrobage (conduit n°1) :</p> <p>Les concentrations et les flux sont rapportés à une teneur en O₂ de 17%</p> <table border="1"> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Concentration maximale</th> <th>Flux maximal</th> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>	Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal			
Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal				

Poussières totales	40 mg/Nm ³	4,5 kg/h
SOx, en équivalent SO ₂	100 mg/Nm ³	11,5 kg/h
NOx, en équivalent NO ₄	200 mg/Nm ³	22,5 kg/h
COVT en équivalent carbone	110 mg/Nm ³	12,5 kg/h
Somme des 8 HAP	0,1 mg/Nm ³	11,5 kg/h

Article 10.2.1 de l'AP du 20 juin 2016

Fréquence de surveillance annuelle

Article 3.2.3 de l'AP du 20 juin 2016 : Conditions générales de rejet

N° conduit	Hauteur	Diamètre	Débit maximal	V i t e s s e m i n i m a l e d ' é j e c t i o n
1	32 m	1,3 m	112 000 Nm ³ /h	8 m/s

Il est à noter que l'article 2.3 de l'APC du 31 mai 2024 n'est pas applicable à ce jour, les installations n'ayant pas été remplacées.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les 2 derniers rapports de mesures des émissions atmosphériques :

- Rapport 364204155.2.R suite à l'intervention du 24 octobre 2024 par Bureau Véritas,
- Rapport 363523369.2.R suite à l'intervention du 8 octobre 2025 par Bureau Véritas.

Ces rapports établissent le respect des valeurs limites d'émissions pour l'ensemble des paramètres mesurés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 3.1.3, 3.1.1 & 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, odeurs

Prescription contrôlée :

Article 3.1.3 de l'AP du 20 juin 2016

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.1 de l'AP du 20 juin 2016

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au maximum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.3 de l'AP du 20 juin 2016

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. [...]. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. [...].

Constats :

L'exploitant a récemment mis en place un registre de plaintes qu'il a présenté lors de l'inspection. Il a été constaté que ce fichier n'était ni opérationnel ni communiqué, et qu'il nécessitait d'être complété, notamment par les données météorologiques. L'exploitant a annoncé qu'il allait prochainement rencontrer la mairie de Floirac ; il a été demandé de communiquer sur ce registre lors de cette rencontre. Le présent rapport sera communiqué à la Mairie de Floirac.

Lors de l'inspection, il a pu être identifié les points de l'activité qui sont sources d'émission d'odeurs sur le site, notamment le parc à liant et la zone de dépotage.

Il a été annoncé durant l'inspection qu'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif sera à mener une fois la première phase de travaux terminée, annoncée pour fin avril 2026, cette dernière impliquant notamment la mise en place du nouveau système de traitement des odeurs du parc à liant.

En effet, dans le cadre des travaux prévus sur les installations, le parc à liant doit être remplacé et sera doté d'un nouveau système de traitement des odeurs, plus performant que l'actuel. Une centrale de mesure vérifiera les données en temps réel.

Le jour de l'inspection, il a toutefois été noté que le filtre à charbon actif du système de traitement des odeurs en place n'avait pas été remplacé depuis 2024 compte tenu de son remplacement futur. L'exploitant a indiqué qu'un entretien annuel était normalement mené.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la réception de la phase 1 des travaux (fin avril 2026), l'exploitant réalise une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de ses installations conformément aux normes en vigueur. Il justifie sous un mois auprès de l'inspection des installations classées de la planification de cette campagne, avant l'été, sur une période représentative de son activité, et communique les dates

retenues.

Par ailleurs, il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre de manière opérationnelle le registre de plaintes afin qu'il permette le recueil des informations et leur analyse au regard de l'activité du site. Il assure la sensibilisation et formation des agents du site, ainsi que la diffusion aux riverains.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 8.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs, poteau incendie, ...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications annuelles de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le rapport de vérification des installations électriques réalisé par Bureau Veritas le 6 octobre 2025 (n°24458448/1.2.1.P). Ce dernier relève 11 observations : 3 récurrentes avec le rapport de 2024 et 8 nouvelles. L'exploitant a indiqué que la société en charge de l'entretien des installations électriques était présente le jour du contrôle. Une intervention est prévue afin de lever les observations restantes.

Il est à noter que les observations relevées lors de la dernière inspection pour lesquelles l'inspection des installations classées n'avait pas reçu de justificatif de mise en conformité (points 1, 21 et 22) n'ont pas été retrouvées dans le rapport 2025 précité. L'inspection des installations classées estime ainsi que ce point de l'inspection précédente est soldé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de la levée des observations du rapport de contrôle des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 4.3.4.1 & 8.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 4.3.4.1

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 8.5.2

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté qu'un unique bassin, non étanchéifié, était créé afin de recueillir les eaux pluviales et les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Un séparateur d'hydrocarbures et une vanne d'isolement manuelle ont été mis en place en amont du bassin, ainsi qu'une vanne d'isolement automatique en sortie de bassin. Cette dernière restera en position fermée par défaut selon l'exploitant.

L'étanchéification du bassin, le signalement des vannes et de leur position, le volume à maintenir libre pour les besoins de confinement, restent notamment à finaliser. La fin des travaux est annoncée pour fin avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définit l'organisation à mettre en place en cas d'incident/accident afin d'activer le dispositif d'isolement et procède à un exercice pour tester cette organisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Effluent aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2016, article 4.3.3, 4.4.4, 4.4.9 & 10.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, rejet au milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p><u>Article 4.3.3</u> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p><u>Article 4.4.4</u> [...] Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Article 4.4.9</u> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 - Hydrocarbures totaux : 5 mg/l</p> <p><u>Article 10.2.2</u> Autosurveillance du rejet n°2 : Eaux pluviales Hydrocarbures : annuelle</p>
Constats : <p>Les travaux permettant la gestion des eaux pluviales du site étaient en cours de finalisation. Il a été relevé qu'aucune analyse de surveillance de rejets aqueux n'a été menée en 2025, du fait des travaux selon l'exploitant. L'exploitant a indiqué disposer du kit nécessaire pour procéder au prélèvement nécessaire à cette analyse.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant procède à l'autosurveillance des rejets aqueux une fois les travaux sur le bassin de rétention terminés. Il communique les résultats de ces analyses à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Points de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2024, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, gestion des effluents

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes:

Point n°1:

Nature	Eaux domestiques
Exutoire	Réseau eaux usées
Milieu récepteur	station d'épuration de Clos de Hilde à Bègles

Point n°2:

Nature	Eaux pluviales
Exutoire	Collecte dans un bassin étanche de 540m3 avec rejet en débit régulé au réseau EP public
Milieu récepteur	Séparateur hydrocarbures

Constats :

Les travaux permettant la gestion des eaux pluviales du site étaient en cours de finalisation. Comme l'exploitant l'avait porté à la connaissance de l'administration en 2025, un unique bassin de rétention des eaux pluviales et de confinement a été créé. Comme évoqué plus tôt, l'étanchéification du bassin reste à faire.

Les eaux du bassin sont désormais évacuées dans le réseau d'assainissement collectif géré par la SABOM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie, par la transmission de photos, la mise en service du bassin de rétention du site et du dispositif d'isolement des réseaux, correctement signalé.

Il transmet à l'inspection des installations classées le plan des réseaux à jour une fois les travaux terminés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des équipements
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Durant l'inspection, il a été constaté la présence d'un compresseur d'air d'un volume de 500 litres, datant de 2014 dans le local du sécheur. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'inventaire réglementairement requis des appareils à pression présents sur le site, ni de justifier de la requalification du compresseur rencontré. L'exploitant a toutefois indiqué qu'un contrôle des appareils à pression a été sollicité (mail de demande présenté).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la liste des appareils à pression du site, comprenant les informations requises à l'article 6.III de l'arrêté du 20 novembre 2017 suscité. La non-transmission des éléments demandés pourra être considérée comme une non-conformité et conduire à des sanctions administratives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois